

Les initiatives récentes du sénateur Alain Destexhe et de la Ministre-Présidente Marie Arena ont ramené sous les feux de la rampe la question de l'enseignement de l'histoire, notamment celle de la Belgique mais aussi celle des génocides². Sur fond de perceptions qui donnent à penser que les jeunes « ne connaissent plus l'histoire » – entendez : « nous la connaissions mieux » –, elles préconisent d'améliorer cette situation par voie législative.

La proposition de M. Destexhe doit également être replacée dans le contexte des « maladdresses » du formateur Yves Leterme et des « ignorances », moins spectaculaires mais tout aussi patentées de nos ministres, Guy Verhostadt et Rudy Demotte. Elles avaient déjà alimenté un débat sur la faillite de l'enseignement de l'histoire de Belgique³ voire de l'enseignement de l'histoire. Un verdict prononcé sans la moindre instruction et expliqué, pêle-mêle, par :

- les programmes, insuffisamment explicites sur les contenus à apprendre ;
- les manuels que l'histoire de Belgique aurait déserté ;
- les compétences et l'analyse, par les élèves, de documents, accusées d'empêcher l'apprentissage des contenus.

Né respectivement en 1953, 1960 et 1963, MM. Verhostadt, Leterme et Demotte étaient à l'école secondaire – vraisemblablement dans les deux principaux réseaux de notre enseignement – dans la seconde moitié des années 1960 ou les années 1970, à une époque où programmes et manuels étaient largement gorgés en contenus – dont l'histoire de Belgique – et où les instructions officielles donnaient très clairement la priorité à l'apprentissage des contenus et au récit du professeur. Point de compétence donc à cette époque et des programmes et des manuels proches de ceux auxquels certains souhaiteraient que nous revenions. Cherchez l'erreur...

Je suis ravi de l'intérêt que portent nos responsables politiques à l'enseignement de l'histoire. Leur diagnostic et les solutions proposés méritent cependant un examen attentif.

Sur le plan du diagnostic, il conviendrait de dépasser les perceptions individuelles et d'établir un constat empirique, étayé sur base d'une ou de plusieurs enquêtes. Celles-ci pourraient « mesurer » la « culture historique » de nos jeunes – et d'abord définir ce qu'est « avoir une culture historique » –, mais aussi la comparer avec celle des adultes. Ceux-ci ont en effet beau jeu de critiquer l'ignorance des jeunes : est-il si sûr que la leur est (était) si fournie qu'ils ne le donnent à penser ! ? Une enquête que nous avons menée sur un échantillon de près de 1600 élèves, en mai 2001, soit quelques mois avant l'entrée en vigueur de la dernière génération de programmes qui ont mis à l'avant-plan l'apprentissage des compétences, suggère un constat plus nuancé, et notamment d'importantes variations de scores suivant les tâches demandées et suivant les périodes et les domaines de l'histoire. Ainsi, alors qu'entre 87 et 97% des élèves savent identifier Auschwitz, Hitler et la croix gammée, que plus de 80% d'entre eux peuvent situer dans le temps la chute du mur de Berlin, la prise de pouvoir d'Hitler, la Révolution française, que 70 % sont capables d'associer correctement autour du terme « nazisme » un ensemble de notions-clés, que 89% d'entre eux identifient la tendance d'un extrait de programme politique d'extrême-droite, ils ne sont que respectivement 48%, 44%, 27% ou 16% à situer correctement dans le temps Jules César, Périclès, Rubens ou Bruegel, 25% à situer dans le temps avec succès l'adoption du christianisme comme religion officielle par l'Empire romain, 32 % à sélectionner correctement un ensemble de notions-clés relatives à la « Grande Charte »... Des observations très diverses donc qui semblent indiquer que si les périodes les plus anciennes et l'histoire religieuse et artistique sont peu maîtrisées, l'histoire du dernier siècle l'est davantage... En ce qui concerne l'histoire de Belgique, environ 55% des élèves interrogés situaient correctement dans le temps la révolution belge et le droit de vote des femmes, 36% la Belgique hollandaise, 29% l'adoption du suffrage universel masculin, 18% la fondation du POB... Il serait par ailleurs intéressant de pouvoir confronter ces résultats à ceux qu'obtiendraient un nouvel échantillon d'élèves ayant suivi tout leur cursus secondaire à l'heure de ces nouveaux programmes accusés de ravalier les contenus à un rôle seulement instrumental. Et de les confronter aussi avec ceux qu'obtiendrait un échantillon représentatif de la population adulte.

Le constat posé de manière empirique, il conviendrait enfin d'éviter les raccourcis quant aux causes du marasme que l'on devrait d'abord établir. Accuser les programmes, les manuels et les « compétences » et, d'une manière apparemment logique, suggérer de réintroduire davantage de contenus dans les programmes et les manuels, en réduisant la part des compétences, manifeste en effet une vue relativement courte des choses, et ce à deux égards :

1. Suffit-il de prescrire dans des programmes ou de consigner, dans des manuels, des savoirs à apprendre pour qu'ils soient appris... durablement ? Bien sûr que non ! Sans doute, programmes et manuels sont-ils perfectibles mais les recherches en sciences de l'éducation montrent de manière suffisamment étayée que programmes et manuels sont l'objet d'une recomposition par les enseignants, à tel point que ce que les élèves apprennent dépend davantage de cette réappropriation que de ce qui est prescrit ou consigné dans les programmes et les manuels.
2. Suffit-il d'apprendre une liste de « moments-clés » ou d'événements ou de personnages pour « connaître l'histoire de Belgique » et, car c'est très clairement la visée actuelle de l'enseignement de l'histoire rappelée par Alain Destexhe et Marie Arena, devenir citoyen ? Suffit-il de savoir que, le 21 juillet, nous fêtons la prestation de serment de Léopold I^{er}, de « connaître » les institutions de la Belgique de 1830, pour être un démocrate, toujours sur le qui-vive et attentif au respect, aujourd'hui, des droits de l'homme et à la sauvegarde de notre démocratie libérale ? Suffit-il de savoir que le régime nazi a organisé l'extermination des Juifs en Europe, entre 1933 et 1945, pour être un citoyen critique face à la montée de l'extrême-droite ? « Savoir que » est nécessaire mais malheureusement insuffisant. La citoyenneté active suppose en effet la capacité à se servir, dans des situations de la vie, des connaissances apprises en classe. Dans notre jargon didactique, cette habileté à « transférer » à des situations nouvelles des connaissances apprises s'appelle...une « compétence » ! Loïn d'évacuer la maîtrise des savoirs, l'ambition de la réforme de l'enseignement secondaire qui est à l'œuvre depuis 2001 est donc précisément, par l'apprentissage des compétences, de rendre les élèves capables de se

servir, dans leur vie de citoyen notamment, des connaissances qu'ils ont apprises à l'école. Evacuer les compétences et faire des citoyens : deux projets inconciliables !

Que faire dès lors ? D'abord cerner le problème et éviter de prendre des perceptions individuelles pour la réalité. Ne pas s'aveugler non plus quant à la « culture historique » de la génération adulte, encore moins de ce qu'elle était quand les adultes d'aujourd'hui étaient, hier, élèves. Ensuite, accorder, dans la grille hebdomadaire, plus de place aux sciences humaines, et pas seulement à l'histoire. Revendication corporatiste ? Pas du tout ! Elle trouve sa source dans la conviction que, après les langues anciennes qui ont constitué le creuset de la formation de plusieurs générations, après les sciences et les langues souvent considérées comme le gage d'une formation de qualité, il serait urgent d'accorder aux sciences humaines un poids beaucoup plus important. La complexité de notre société fait à l'École l'obligation de donner à nos élèves des clés pour la décoder. Ces clés gisent au cœur des sciences humaines, l'histoire et la géographie, mais aussi l'ensemble des sciences sociales, trop peu présentes dans la formation des jeunes.

¹ « Construire l'Histoire » (s. dir de J.-L. Jadoulle et J. Georges) et « Le Futur, toute une histoire ! » (s. dir. de H. Hasquin et J.-L. Jadoulle), Editions Erasme/ Didier Hatier

² *LLB*, 11/01, 24/01, 28/01 et 5/2/2008 ; *Le Soir*, 13/2/2008

³ *Le Vif/L'Express*, 4/03/2005